

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeud (après-midi) 2 juin 2016

Direction de l'économie publique

76 2015.RRGR.872 Motion 218-2015 Graber (Horrenbach, UDC) Abaisser le seuil de qualification d'entreprise agricole à 0,6 UMOS

N° de l'intervention: 218-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.09.2015
Déposée par: Graber (Horrenbach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 09.09.2015
N° d'ACE: 318/2016 du 9 mars 2016
Direction: ECO

Abaisser le seuil de qualification d'entreprise agricole à 0,6 UMOS

Conformément à la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR), le Conseil-exécutif est chargé de faire passer le seuil de qualification d'entreprise agricole, qui est de une UMOS en zone de plaine et de 0,75 UMOS en région de montagne et de colline, à 0,6, quelle que soit la zone.

Développement :

L'unité de main d'œuvre standard (UMOS) est l'unité de mesure de la taille des exploitations. Elle permet de comparer entre elles les différentes activités agricoles (culture, élevage) et surtout de les additionner. L'UMOS est un critère de référence dans divers domaines de la politique agricole, qui permet de déterminer si une exploitation touche ou non des paiements directs ou des aides à l'investissement. Elle est également utile dans le droit foncier rural.

Mais l'UMOS sert surtout à déterminer si une exploitation a droit à la qualification d'entreprise agricole. Elle doit pour ce faire faire état d'une UMOS au minimum. Les cantons ont toutefois la possibilité d'abaisser ce seuil à 0,6. La qualification d'entreprise agricole a de nombreuses répercussions :

En cas de décès de l'exploitant, l'entreprise agricole est attribuée aux héritiers à la valeur de rendement (et non à la valeur vénale).

Les parents et fermiers ont un droit d'emption en cas de vente de l'entreprise.

Une entreprise agricole peut construire des bâtiments destinés à une activité accessoire connexe hors de la zone à bâtir et il est possible de construire de nouveaux bâtiments d'habitation.

Dans sa Politique agricole (PA) 2014-2017, le Conseil fédéral entend maintenant réduire les facteurs UMOS (prise en compte du progrès technique et baisse du nombre d'heures de travail par an de 2800 à 2600). Ce qui signifie que pour des données identiques, les entreprises agricoles auront moins d'UMOS. S'agissant du seuil d'éligibilité aux paiements directs, le problème a été désamorcé puisque l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a baissé le facteur de 0,25 à 0,2 UMOS. La situation se présente beaucoup moins bien pour les toutes petites exploitations qui, du fait de l'adaptation des facteurs UMOS, vont perdre leur statut d'entreprise agricole. Selon l'OFAG, elles seront 2500 dans ce cas.

Les cantons peuvent de leur propre compétence baisser le seuil de qualification à 0,6 UMOS. Berne, premier canton agricole de Suisse, ferait bien d'exploiter cette latitude pour éviter que de nombreuses entreprises agricoles perdent leur statut pour une simple raison technique.

Réponse du Conseil-exécutif

Contexte

Aux termes de l'article 7, alinéa 1 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR ; RS 211.412.11), on entend par entreprise agricole une unité composée d'immeubles, de bâtiments et d'installations

agricoles qui sert de base à la production agricole et qui exige, dans les conditions d'exploitation usuelles dans le pays, au moins une unité de main-d'œuvre standard. Le Conseil fédéral fixe, conformément au droit agraire, les facteurs et les valeurs servant au calcul de l'unité de main-d'œuvre standard (UMOS)¹.

L'article 5, lettre a LDFR permet aux cantons de déroger à ce principe et de soumettre aux dispositions sur les entreprises agricoles des exploitations qui comptent moins d'UMOS :

- Avant la modification de la LDFR dans le cadre de la politique agricole 2014-2017 (PA 2014-2017), pour pouvoir être soumises à ces dispositions, les exploitations devaient atteindre la taille minimale de 0,75 UMOs. Le canton de Berne a fait usage de sa compétence de dérogation dans l'article 1, alinéa 1 de la loi sur le droit foncier rural et le bail à ferme agricole (LDFB ; RSB 215.124.1) en fixant à 0,75 UMOs la taille minimale des entreprises agricoles dans les régions de montagne et de collines.
- Dans le cadre de la PA 2014-2017, l'intention du Conseil fédéral d'adapter au 1^{er} janvier 2014 les facteurs UMOs aux évolutions techniques agricoles a donné lieu à des interventions politiques suscitant des discussions houleuses, y compris dans le canton de Berne. L'ajustement voulu aurait eu pour conséquence d'empêcher des petites exploitations à l'activité extensive d'être qualifiées d'entreprises agricoles au sens de la LDFR. Pour tenir compte des divers besoins régionaux et répondre aux attentes des entreprises para-agricoles, le parlement fédéral a donné aux cantons, par la révision de l'article 5, lettre a LDFR, la possibilité d'abaisser le seuil de qualification d'entreprise agricole de 0,75 à 0,6 UMOs. Cette révision législative a été approuvée avant que le Conseil fédéral ne statue sur les facteurs UMOs ; elle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.²

Le 28 octobre 2015, le Conseil fédéral a adopté le train d'ordonnances agricoles de l'automne 2015. Celui-ci comprend de nombreuses modifications d'ordonnances se répercutant sur l'UMOS :

- Ordonnance sur la terminologie agricole (OTerm ; RS 910.91) : adaptation des facteurs UMOs au progrès technique ; en parallèle, réduction du temps de travail normal de 2800 à 2600 heures par année ;
- Ordonnance sur le droit foncier rural (ODFR ; RS 211.412.110) : adaptation des suppléments UMOs à l'évolution technique et prise en compte de la réduction du temps de travail normal présumé ; détermination d'un supplément UMOs en relation avec le chiffre d'affaires pour les activités proches de l'agriculture (condition pour l'octroi du supplément UMOs : charge minimale de travail de 0,8 UMOs provenant des activités agricoles de base) ;
- Ordonnance sur les améliorations structurelles (OAS ; RS 913.1) : détermination d'une limite unique d'éligibilité de 1,0 UMOs pour l'octroi des aides individuelles à l'investissement ;
- Ordonnance sur les mesures d'accompagnement social dans l'agriculture (OMAS ; RS 914.11) : harmonisation des limites UMOs pour l'octroi des prêts sans intérêts pour la conversion de dettes ;
- Ordonnance sur les paiements directs (OPD ; RS 910.13) : réduction de la limite d'entrée en matière pour les paiements directs de 0,25 à 0,2 UMOs.

Ce train d'ordonnances a déjà permis au Conseil fédéral d'atténuer considérablement les effets de l'adaptation des facteurs UMOs au progrès technique pour les exploitations agricoles de petite taille.

Importance du seuil de qualification

Les entreprises agricoles au sens de la LDFR jouissent d'un statut privilégié dans différents domaines juridiques. Voici quelques exemples :

- Droit de succession rural
Les entreprises agricoles peuvent être reprises à la valeur de rendement (prix préférentiel) par les descendants qui souhaitent et sont aptes à exploiter eux-mêmes l'exploitation.
- Droit sur l'aménagement du territoire
Les bâtiments d'habitation situés en dehors de la zone à bâtir ne sont conformes à l'affectation de la zone que s'ils font partie d'une entreprise agricole. Par ailleurs, les exploitations accessoires

¹ Selon l'article 3, alinéa 1 de l'ordonnance sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation (OTerm ; RS 910.91), l'unité de main-d'œuvre standard (UMOS) sert à mesurer la taille d'une exploitation au moyen de facteurs standardisés basés sur des données d'économie du travail.

² Presque au même moment, l'article 25, alinéa 3 et l'article 56, alinéa 2 de la loi cantonale sur les impôts (LI ; RSB 661.11) ont été révisés au 1^{er} janvier 2014 : la loi prévoit désormais des avantages fiscaux pour les exploitations agricoles comptant au moins 0,5 UMOs (AGC du 26.03.2013).

non agricoles (destinées à l'agrotourisme p. ex.) et les nouvelles constructions destinées à l'élevage des chevaux ne peuvent être autorisées que si elles ont le statut d'entreprises agricoles.

– Bail à ferme

Le fermage est moins élevé pour les entreprises agricoles que pour les exploitations qui n'atteignent pas le seuil de qualification (immeubles agricoles). De plus, un fermier possède un droit de préemption sur un immeuble en fermage s'il est propriétaire d'une entreprise agricole.

Le statut d'entreprise d'une exploitation agricole n'a aucune répercussion dans les domaines suivants :

– Paiements directs

Une exploitation agricole peut toucher des paiements directs même lorsqu'elle n'a pas le statut d'entreprise agricole. Le seuil minimum pour être éligible aux paiements directs est de 0,2 UMOS.

– Aides à l'investissement

La limite d'éligibilité pour l'octroi des aides individuelles à l'investissement (crédits à l'investissement, contributions) est de 1,0 UMOS et est indépendante du seuil de qualification d'entreprise agricole.

– Fiscalité

En vertu de la loi cantonale sur les impôts, les exploitations agricoles comptant au moins 0,5 UMOS bénéficient d'avantages fiscaux (cf. art. 25, al. 3 et art. 56, al. 2 LI).

Appréciation

On estime aujourd'hui que quelque 80 pour cent de toutes les exploitations agricoles reconnues dans le canton de Berne doivent être considérées comme des entreprises agricoles au sens du droit foncier rural. Nous appuyant sur une évaluation GELAN³, nous estimons qu'environ 5,3 pour cent d'exploitations agricoles bernoises viendraient grossir les rangs des exploitations ayant le statut d'entreprise (zone de plaine +10,5 %, zone des collines +2,2 %, zone de montagne +3,1 %) si le seuil de qualification était réduit à 0,6 UMOS dans toutes les zones en tenant compte des décisions du Conseil fédéral du 28 octobre 2015. Cette amélioration du statut de protection, qui risquerait d'entraver le développement structurel, n'est pas souhaitable dans le contexte concurrentiel actuel ni du point de vue de la production agricole. Par ailleurs, le Conseil fédéral a considérablement atténué les effets de l'adaptation des facteurs UMOS au progrès technique avec les mesures prises en octobre 2015 (notamment grâce aux nouveaux suppléments pour les activités para-agricoles). Le Conseil-exécutif estime en outre que la législation cantonale en vigueur (art. 1, al. 1 LDFB) tient compte des différences structurelles et régionales de manière adaptée et conforme aux objectifs dans la mesure où la taille minimale des entreprises agricoles des régions de montagne et des collines (0,75 UMOS) est inférieure à celle des entreprises agricoles des régions de plaine (1,0 UMOS).

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil-exécutif rejette la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir fahren weiter bei Traktandum 76, Motion Graber (SVP) «Gewerbegrenze generell auf 0,6 SAK festlegen». Der Regierungsrat empfiehlt die Ablehnung. Wir führen eine freie Debatte. Herr Grossrat Graber, Sie haben das Wort.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Vorab danke ich für die Beantwortung dieses Vorstosses. Eigentlich wollte ich unserem Volkswirtschaftsdirektor noch ein Abschiedsgeschenk machen. Wir werden sehen, ob das gut herauskommt. Es geht hier um die SAK-Grenze. Mit dem SAK-System hat der Bund ein Instrument geschaffen, dass dem Bundesrat und den dafür zuständigen Bundesämtern ermöglicht, die Landwirtschaftspolitik in hohem Mass zu bestimmen. Das SAK-System beim Bodenrecht wurde mit der Revision des Landwirtschaftsgesetzes von 1998 eingeführt. Es dient der Berechnung und als Abgrenzungskriterium des landwirtschaftlichen Gewerbes im Bodenrecht. Fatalerweise dient der Status «landwirtschaftliches Gewerbe» gemäss dem Bodenrecht mittlerweile auch in weiteren Bereichen als Abgrenzungskriterium. Da die gesetzlichen Bestimmungen teilweise in der Kompetenz der Kantone liegen, können diese die SAK-Grenzen in

³ GELAN = Gesamtlösung EDV Landwirtschaft und Natur ; système d'information agricole commun aux cantons de Berne, de Fribourg et de Soleure. L'évaluation repose sur les données d'exploitation de 2015 relevées dans le cadre de GELAN ; celles-ci ne contiennent cependant pas tous les suppléments prévus dans l'ODFR (p. ex. vaches laitières dans une exploitation d'estivage, transformation des produits régionaux habituels).

einem beschränkten Rahmen mitbestimmen. Die Untergrenze beträgt aktuell 0,6 SAK. Es ist ein Ziel der Motion, diese Möglichkeit zu nutzen und die Erhaltung heute noch einigermaßen intakter bäuerlicher Familienbetriebe, basierend auf einer Landwirtschaft anstelle einer industrialisierten Lebensmittelproduktion, weiterzuführen. Es geht um die Anerkennung landwirtschaftlicher Klein- und Mittelbetriebe als gleichwertige Mitglieder der Volkswirtschaft. Weiter will ich persönlich keine Einschränkungen der Wettbewerbsfähigkeit für kleine und mittlere Betriebe von Seiten der Behörden. Es kann nicht sein, dass landwirtschaftliche Betriebe durch behördliche Massnahmen wirtschaftlich benachteiligt und zur Aufgabe ihrer Existenz gezwungen werden. Wenn ein Strukturwandel geschehen soll, dann hat dies bitte auf freiwilliger Basis zu erfolgen.

Ich kann an dieser Stelle auch noch drei Negativpunkte nennen, die bei einer Nicht-Anpassung zum Tragen kommen könnten. Ein Beispiel ist das Forcieren von Intensivkulturen mit entsprechend hohen SAK-Zuschlägen. Es kann durchaus auch eine Aufstockung der Tierbestände sein, die jemand machen muss, damit er die SAK-Grenze erreicht, um als landwirtschaftliches Gewerbe zu gelten. Dadurch nimmt der Futterzukauf zu. Ebenfalls wird die Ökologisierung bei einer Nicht-Anpassung auf dem absoluten Minimum gehalten. Die Anpassung der Umrechnungsfaktoren und die Neubewertung des technischen Fortschritts bringen eine durchschnittliche Reduktion der SAK von 16 Prozent. Alleine schon aus diesem Grund ist eine Korrektur gerechtfertigt. Mit der Agrarpolitik 2014–2017 (AP 14–17) hat man die Einkommens- und Vermögensgrenze nach oben geöffnet. Das waren drei Prozent, die etwas bewirkt haben. Wir haben das gesehen. Dem einen oder anderen sind vielleicht die Augen aufgegangen. Man hat die Grenze geöffnet, und wir waren nicht dagegen. Aber es darf jetzt nicht sein, dass man nach unten hin ständig Beschneidungen vornehmen will. Die kleinstrukturierte Landwirtschaft ist meines Erachtens nicht nur im Berg-, sondern auch im Talgebiet je länger je wichtiger. Nehmen wir den Tourismus: Wir haben einen Tourismus in der Schweiz, der nur kommt, wenn man eine Landschaft präsentieren kann, die es für die Augen lohnenswert macht, betrachtet zu werden. Eines ist mir an dieser Stelle auch noch wichtig: Mit dieser Motion werden nicht mehr Direktzahlungen erbracht. Ich halte an der Motion fest und werde sie auch nicht in ein Postulat wandeln. Das kommt für mich nicht in Frage. Ich fordere hier einfach gleiche Rechte für «Gross und Klein».

Le président. Wir kommen zu den Fraktionen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP lehnt diesen Vorstoss ab. Ich möchte Ihnen zuerst erklären, welche Auswirkungen die Definition der Gewerbegrenzen im landwirtschaftlichen Bereich haben. Einerseits hat es Auswirkungen im bäuerlichen Erbrecht. Das wurde bereits in der Antwort des Regierungsrats auf den Vorstoss ausgeführt. Darauf komme ich nicht näher zurück. Weiter hat es auch Auswirkungen auf das Raumplanungsrecht. Das Bauen ausserhalb der Bauzone ist grundsätzlich nicht zulässig. Hingegen haben landwirtschaftliche Gewerbe das Anrecht auf Ausnahmegewilligungen, wenn sie den Nachweis erbringen können, dass Bauten oder auch ein Nebenbetrieb wie beispielsweise eine «Besen-Beiz» für den Betrieb notwendig sind und zur Erhaltung des Betriebs führen. Dort kann man eine Privilegierung der Landwirtschaft im Bereich des Raumplanungsrechts ausmachen. Auswirkungen hat das Gewerbe ebenfalls im Pachtrecht. Bauern mit einer Pacht, die seit mindestens sechs Jahren besteht und die gleichzeitig ein landwirtschaftliches Gewerbe besitzen, haben automatisch ein gesetzliches Vorkaufsrecht. Im bäuerlichen Boden- und Pachtrecht hat es Auswirkungen auf das Vorkaufsrecht, sowohl der Verwandten wie eben auch des Pächters. Beim Verpachten von landwirtschaftlichem Grund und Boden ist grundsätzlich das parzellenweise Verpachten eines Gewerbes nur mit einer Bewilligung zulässig. Bei der Berechnung des landwirtschaftlichen Ertragswerts, und somit bei der Belastungsgrenze nach dem bäuerlichen Bodenrecht, ist ebenfalls ein Gewerbe tiefer einzustufen als normale landwirtschaftliche Grundstücke. «Last but not least» hat auch beim Realteilungsverbot nach dem bäuerlichen Bodenrecht ein Gewerbe das Realteilungsverbot einzuhalten, und landwirtschaftliche Grundstücke müssen das nicht.

Sie müssen sich nicht grämen, wenn Sie diese Ausführungen nicht in allen Teilen verstanden haben. Das ist eine hochtechnische Materie, und das gilt auch für diesen Vorstoss. Die Auswirkungen eines Vorstosses, wie er hier gefordert wird, hat weitreichende Konsequenzen, deren sich vielleicht der eine oder andere hier im Saal nicht bewusst ist. Wenn wir einen Vergleich mit den anderen Kantonen anstellen, so haben wir zurzeit den Kanton Tessin, der meines Wissens die Standardarbeitskraft-Grenze generell sowohl in den Talgebieten wie auch in den Hügel- und Berggebieten auf 0,6 Standardarbeitskräfte gesenkt hat. Andere Kantone kennen das nicht und

haben Lösungen ab 0,75 Standardarbeitskräften, wie dies der Kanton Bern ebenfalls hat. Einzig im Kanton Glarus, und dort auch nur in den Bergzonen, haben wir eine Gewerbegrenze von 0,6 Standardarbeitskräften. Wie ich Ihnen gesagt habe, ist das alles technisch, und es fehlt mir die Zeit, um Ihnen die Auswirkungen zu erklären. Ich bitte Sie aber im Namen der BDP diesen Vorstoss aufgrund folgender Überlegungen abzulehnen: Der Strukturwandel in der Landwirtschaft ist im Gang. Die Landwirtschaftspolitik des Bundes sieht vor, dass Kleinbetriebe, die wirtschaftlich nach den Bundesnormen nicht überlebensfähig sind, nicht mehr als Gewerbe geführt werden. Das ermöglicht nämlich den Inhabern, ihre Kleinbetriebe parzellenweise zu verpachten oder allenfalls auch in landwirtschaftlich nicht mehr nutzbaren Wohnraum und landwirtschaftlich nutzbare Fläche aufzuteilen. Somit wird den anderen gewerblich anerkannten Bauern das Zupachten und der Zukauf von Land ermöglicht, damit sie ihren Betrieb ausdehnen und vergrössern können. Das ist genau das Ziel der Agrarpolitik, die der Bund beschlossen hat. Junge und innovative Bauern brauchen zusätzlich Land und Fläche. Das ist nur möglich, wenn die nicht mehr wirtschaftlichen Klein- und Kleinbetriebe aufgeteilt werden können.

Für das Gewerbe und die KMU ist es ebenfalls nicht attraktiv, wenn die Landwirtschaft im Bereich von Kleinstgewerben zusätzliche nebenlandwirtschaftliche Betriebe aufbauen kann, das heisst, wenn sie im Bereich des Raumplanungsgesetzes mehr Kompetenzen erhält, um allenfalls zusätzliche Nebenbetriebe aufzubauen. Auch dort würden Sie die heutigen Regelungen massiv ausdehnen, indem die bisherige Grenze von 1,0 Standardarbeitskräften in den Gebieten um Bern und im Seeland auf 0,6 Standardarbeitskräfte senken. Schlussendlich bieten Sie mit der Annahme dieses Vorstosses auch den Eigentümern dieser Kleinbetriebe keine Hilfe. Diese Eigentümer unterliegen dann auch dem Realteilungsverbot und einer tieferen Belastungsgrenze und können somit nicht mehr investieren und den Wohnraum erhalten. Aus diesem Grund bitten wir Sie, den Vorstoss abzulehnen.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Wir sehen das Thema gerade ein bisschen anders. Wir von der EVP sind über den derzeitigen Strukturwandel in der schweizerischen Landwirtschaft besorgt. Nach unserem Dafürhalten ist weiterhin eine grosse Zahl von Bauernbetrieben in ihrer Existenz bedroht. Diese Entwicklung widerspricht unserer Haltung, dass sich die schweizerische oder zumindest die bernische Landwirtschaft auf einigermaßen intakte, bäuerliche Familienbetriebe verlassen kann. Wir sind skeptisch gegenüber einer Landwirtschaft, die Lebensmittel schon fast industriell produziert und auf Intensivkulturen und grossen Tierbeständen basiert. Für uns passt eine solche Landwirtschaft nicht in die kleinräumigen Gebiete unseres Kantons. In der Motion von Sāmu Graber sehen wir ein Mittel, das sich dieser Entwicklung wenigstens ein bisschen widersetzt. Mit der geforderten Massnahme kann sichergestellt werden, dass die kleineren Bauernbetriebe nicht durch eine willkürliche, behördliche Massnahme zusätzlich geschwächt und beispielsweise gerade bei einem Erbgang zur Aufgabe gezwungen werden. Mit diesem Vorstoss anerkennen wir solche Bauernbetriebe als vollwertige und wertvolle Glieder unserer Volkswirtschaft. Für uns ist das so richtig. Eine Landwirtschaft, die sich auch auf kleinere Betriebe stützt, passt besser zur kleinräumigen Struktur, die in grossen Teilen unseres Kantons vorliegt. Wir werden aus diesen Gründen die Motion unterstützen.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Als Linker hat man selten die Gelegenheit, einer Motion von Sāmu Graber zuzustimmen. Deshalb wird die grüne Fraktion diese Gelegenheit nutzen und dieser Motion zustimmen. Die Schweizer Agrarpolitik und die Schweizer Agrarbürokratie haben schon viele sonderbare Blüten hervorgebracht. Das System der Standardarbeitskraft ist wahrscheinlich das komplexeste und in weiten Teilen – ich muss es so sagen – auch das schwachsinnigste überhaupt. Ich bin gerade ein bisschen entsetzt, dass sich die BDP hier dermassen massiv gegen die Berner Kleinbauern stellt, wo doch einige davon die BDP wählen. Vielleicht kann ich im Nachgang als junger, innovativer Bauer den Juristen der BDP noch umstimmen. Das System bezweckt kurz zusammengefasst in erster Linie eine Diskriminierung der kleinen Landwirtschaftsbetriebe. Es versucht etwas, das in der übrigen Wirtschaft undenkbar wäre: Mit einem planwirtschaftlichen Instrument soll die Schweizer Landwirtschaft wettbewerbsfähiger gemacht werden. Anstatt mehr Markt zu ermöglichen, werden kleine Betriebe gegenüber grossen Betrieben diskriminiert. Ich bringe gerne ein Beispiel: Das wäre etwa so, wie wenn ein «Beizer» in der Gastronomie mindestens 30 Tische haben muss. Hat er nur 29 Tische, so wird ihm das Wirtepatent entzogen. Oder ein anderes Beispiel: Wieso gibt es in der Landwirtschaft praktisch keine «Start ups»? Weil man mit diesem System genau das verhindert. Es ist für Junge unmöglich, überhaupt noch einzusteigen. Oder wieso

machen so viele Schweizer Familien mit Kindern «Ferien auf dem Bauernhof» in Österreich? (*Le président agite sa cloche.*) In Österreich darf ein Bauer, der fünf Ziegen besitzt, Ferien auf dem Bauernhof anbieten. In der Schweiz wird das verhindert.

Das waren die ökonomischen Aspekte. Jetzt kommen noch die sozialpolitischen. Wenn ein junger Bauer mit Familie seinen Betrieb umstrukturiert und einen Teil der Kinderbetreuung übernimmt, während seine Partnerin ausserhalb der Landwirtschaft einer Tätigkeit nachgeht, dann wird er mit diesem System diskriminiert. An dieser Stelle möchte ich mich auch noch an die SP richten. Ich habe gehört, dass auch einige Vertreter der SP diese Motion ablehnen wollen. Diese Motion abzulehnen, bedeutet nichts Anderes als Teilzeitarbeit abzulehnen. Das möchte ich hier noch deutlich sagen. Das seltsame SAK-System, auch wenn es fast unverständlich ist, bedeutet 60-Prozent-Pensen zu diskriminieren. 0,6 SAK entsprechen einem 60-Prozent-Pensum. Ich gebe zu, ich bin selber befangen: Seit 15 Jahren bewirtschafte ich einen landwirtschaftlichen Betrieb, der nie als landwirtschaftliches Gewerbe anerkannt wurde. Bei mir hat dies Gründe. Ich habe mich sehr auf den Markt ausgerichtet und vermarkte alle Produkte direkt ab dem Hof. Und Direktvermarktung – das klingt nun auch wieder ein bisschen schwachsinnig – wird bei diesem System nicht als landwirtschaftliche Tätigkeit anerkannt. Neuerdings besteht die Anerkennung, aber wieder nur für die grossen Betriebe. Sie sehen, dass das System komplex ist. Aber mit dieser Motion kann man ein schlechtes System ein klein wenig besser machen. Stimmen Sie der Motion zu; es gibt keinen vernünftigen Grund, das nicht zu tun.

Le président. Ich bitte um mehr Ruhe.

Hans Rudolf Schweizer, Utzigen (UDC). Die Motion fordert für landwirtschaftliche Betriebe eine Senkung auf 0,6 Standardarbeitskräfte. Zu den Auswirkungen dieser Senkung: Samuel Leuenberger hat zuvor sehr viel gesagt. Er ist zwar gerade nicht im Saal, aber ich möchte ihn fragen, was an den Dingen so schlecht ist, die er genannt hat. Er hat diese gut aufgelistet. Es geht ja um eine dezentrale Besiedelung für den ländlichen Raum, für die wir auch einstehen. Zum ersten Punkt, dem bäuerlichen Erbrecht: Ein geeigneter Nachfolger hat das Recht und die Möglichkeit, den Hof zum Ertragswert zu erwerben. Das dient gerade auch für kleinere Betriebe der Verhinderung einer Überschuldung, sodass überhaupt ein Start auf einem kleinen Betrieb machbar ist. Zur Raumplanung: Wenn ein Betrieb als landwirtschaftliches Gewerbe anerkannt ist, kann er noch Bauten oder Nebengebäude erstellen, die ihm kleine Möglichkeiten zu einem Nebenerwerb geben. Die SVP setzt sich für eine dezentrale Besiedelung und die Stärkung der Randregionen ein. Diese Senkung hat auch Auswirkungen auf die Gemeinden bezüglich der Behördentätigkeit, Arbeitsplätzen und Schulstrukturen. Die Kantone haben die Möglichkeit zur Senkung. Also soll doch der Kanton Bern als grösster Agrarkanton diese Möglichkeit auch nutzen.

Zur Antwort des Regierungsrats: Er sagt, dass die Senkung eine Wirkung auf den Wettbewerb aus Sicht einer produzierenden Landwirtschaft haben könnte. Hier muss man entgegenhalten, dass gemäss den Zahlen der Agro-Treuhandstellen eben gerade die kleinen und mittleren Landwirtschaftsbetriebe oftmals eine bessere finanzielle und wirtschaftliche Situation aufweisen. Auch in diesem Spannungsfeld befanden wir uns als SVP-Fraktion, als wir die Beratung zu dieser Motion aufnahmen. Gerade aus den Gründen, die ich zuvor genannt habe, stimmt die SVP dieser Motion grossmehrheitlich zu. Es könnte aber sein, dass wir einige Nein-Stimmen und auch ein paar Enthaltungen haben werden.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist es nicht ganz einfach, sich in dieser Materie eine Meinung zu bilden und einen Beschluss zu fassen. Es gibt wohl kaum eine Branche in der Schweiz, die weiter weg vom Markt ist als die Landwirtschaft. Das ist genau der Grund, weshalb wir die SAK haben, mit denen man etwas zu regulieren versucht, was schwierig zu regulieren und nicht ganz logisch ist: Für manche Dinge braucht es 0,2 SAK, für andere 0,5 SAK, für wiederum andere 1,0 SAK. Irgendwie ist das alles auch ein bisschen überreguliert, und wir wissen natürlich, dass das eigentlich Schlechte an der Sache vom Bund kommt und nicht im Kanton Bern geschieht. Wir haben keine ganz einheitliche Haltung. Kleine Betriebe wären für uns eigentlich auch gut. Aber «klein» ist dann gut, wenn es «bio» ist, oder wenn von Kleinbetrieben eine sehr sorgfältige Landwirtschaft betrieben wird. Das ist aber nicht immer automatisch der Fall. Unsere Regierung redet primär der produzierenden Landwirtschaft das Wort, und wir haben dort vielleicht nicht genau die gleiche Haltung wie der Regierungsrat. Aber Meinung innerhalb der Fraktion ist bei uns nicht einheitlich. Für mich ist «klein» gut. Ich werde dem Vorstoss zustimmen. Das ist

wahrscheinlich das erste Mal in meinen 15 Jahren, nicht wahr, Sämu, dass ich einem Vorstoss von dir zustimme? Aber ich halte es wie Kilian Baumann: Das darf durchaus auch einmal vorkommen. Die Fraktion hat gesagt, man werde grossmehrheitlich der Motion nicht zustimmen. Es wird ähnlich sein, wie bei der SVP: Wir werden ein buntes Bild abgeben. Die Materie ist nicht einfach, sie ist komplex. Und, Sämu Leuenberger, wenn du noch da wärst: Sollte die Motion angenommen werden, unterstehen inskünftig 5,3 Prozent mehr Betriebe der Gewerbegrenze und damit wird die Landwirtschaft im Kanton Bern nicht wesentlich umgekrempelt werden.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Es geht auch uns so: Wir haben keinen Bauern in der Fraktion, und da wirken solche Themen ein bisschen verwirrend. Man muss sich einlesen und geht mehrere Leute fragen. Ich muss Ihnen ganz ehrlich sagen: Als ich den Text zum ersten Mal las, dachte ich, das ist jetzt das dritte Mal, dass es um die SAK geht, und jedes Mal kommt der Vorstoss von «Sämu»: Langsam geht er mir «auf den SAK». (*Heiterkeit*) Danach schauten wir die Vorlage genauer an und bemerkten, dass einiges für die Sache spricht. Jetzt hören wir den Voten im Saal zu. Zum Beispiel erklärt Sämu Leuenberger plausibel, weshalb man die Motion nicht annehmen darf. Das klingt alles gut, und wir stecken wieder die Köpfe zusammen und finden: «Nein, die Motion darf man nicht annehmen.» Danach kommt Kilian und erklärt genauso plausibel, weshalb man doch zustimmen sollte. Vielleicht noch zu Sämu Leuenberger: Wenn man das Kleinstrukturelle in unserer Landwirtschaft auflösen will, und sagt, dass man auf diese Weise dann das Land verpachten oder verkaufen könne, so mag das stimmen. Aber ich bin nicht sicher, ob für alles Land, das frei wird, weil ein Landwirtschaftsbetrieb nicht mehr betrieben werden kann, der Bedarf auch vorhanden ist, je nachdem, wo sich das Land befindet. Die Strukturen, die wir in unserem Kanton, respektive in unserer Landwirtschaft haben, sind auch ein Ausdruck unserer Landschaft. Ich würde fast behaupten, dass Fritz Ruchi seinen Betrieb mit 43 Hektaren heute wahrscheinlich nicht hätte, wäre er im Emmental oder im Oberland ansässig. Dort könnte man einen Betrieb dieser Grösse vermutlich gar nicht bewirtschaften. Man müsste wahrscheinlich relativ weit suchen, bis man im Simmental einen Betrieb von dieser Grösse findet, und dieser wäre vermutlich auch nicht so wirtschaftlich.

Wir sind da einfach ein bisschen verwirrt. Das heisst, wir müssen uns quasi auf «ene mene mu» beschränken, wie dies auch schon von anderen Fraktionen zum Ausdruck gebracht wurde. Wahrscheinlich wird es auch bei uns so ein bisschen eine «Ampel-Abstimmung» geben: Einige werden zustimmen und einige werden ablehnen, und vielleicht werden sich auch Leute enthalten.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Der FDP erging es ähnlich, wie es Hannes Zaugg oder Matthias Burkhalter eben beschrieben haben. Ich bin der Einzige bei uns, der vielleicht noch ein bisschen Stallgeruch an sich trägt. Sämu Graber hat mich auch noch gut mit Unterlagen versorgt, die ich studiert habe. Die Bundesvorgabe ist sicher der «Killer» der kleinen Betriebe. Die kleinen Betriebe haben aus meiner Sicht eine gute und vorbildliche Funktion. Dort lernen die eigenen und vielleicht auch noch andere Kinder einmal einen Besen in die Hand zu nehmen. Wenn sie dann in die Lehre kommen, wissen sie bereits, wie man einen Besen in die Hand nimmt. Wenn ich in unserem Gebiet die Leute mit kleinen Betrieben anschau, die zusätzlich einer Arbeit nachgehen, so haben diese nach Feierabend noch eine Aufgabe. Dann gehen sie in den Stall zu ihren Tieren. Haben sie das nicht mehr, so bin ich überzeugt, dass vielleicht 50 Prozent von ihnen ins Wirtshaus gehen. Und wenn sie dann nach Hause kommen, sind sie vielleicht nicht mehr so ganz «auf dem Pfad», wie wenn sie sofort nach Hause gehen. Deshalb ist es aus meiner Sicht — und vielleicht ist es bei der FDP dann auch so — als würde eine Lichtampel geschaltet: Man müsste oder muss diesem Vorstoss zustimmen und eine Chance geben. Sämu Leuenberger kam jetzt zwar als Notar und hat Angst verbreitet, aber gleichwohl sind mir die kleinen Betriebe lieber, als die Tierfabrik, in der man vom einzelnen Tier kaum noch den Namen kennt. Ich hoffe, dass man dieser Motion zustimmt.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Bei den Bauern wurden dank den technischen Entwicklungen die Arbeitsstunden pro Jahr von 2800 auf 2600 Stunden gesenkt. So gesehen entsprechen 0,6 SAK noch 1560 Stunden. Das ergibt rund eine 32,5-Stundenwoche. Das entspricht nicht 60, sondern 80 Prozent einer 40-Stundenwoche. Deshalb sind wir dafür, dass wir die kleinen Bauern erhalten. Wir wollen nicht eine industrielle Landwirtschaft fördern und stimmen der Motion zu.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Das Anliegen des Motionärs ist berechtigt und kommt vor allem den mittleren und kleinen Betrieben zugute. Gerade von diesen kleinen und mittleren Betrieben haben wir bei uns im Berggebiet recht viele. Strukturwandel hin oder her: Es sind diese Betriebe – Familienbetriebe –, die sehr gut funktionieren. Ich kann aus Erfahrung berichten, dass es oftmals diese Betriebe sind, die bessere Zahlen schreiben, als die sogenannten Grossbetriebe. Wir haben bereits gehört, für welche Bereiche es massgebend ist, ob ein Betrieb ein landwirtschaftliches Gewerbe ist oder nicht. Für mich ist der massgebendste Punkt der Vorteil in der Raumplanung. Es ist wichtig, dass die kleineren und mittleren Betriebe zusätzlichen Wohnraum oder Nebenbetriebe erstellen dürfen und sich so entsprechend weiterentwickeln können. Darum bitte ich um Ihre Zustimmung.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich möchte doch kurz zwei, drei Dinge zu dieser Motion sagen. Laut dem Bundesgesetz kann man die SAK-Begrenzung auf 0,6 reduzieren. Wenn diese Möglichkeit schon besteht, sollten wir im Kanton Bern davon Gebrauch machen. Ich sage Ihnen auch weshalb. Der Strukturwandel wurde angesprochen. Dieser findet meines Wissens genau gleich statt. Daran werden wir absolut nichts ändern. Ich denke, es ist wichtig, dass wir noch Kleinbauern haben. Die Problematik besteht zwischen Berg- und Talgebiet. Im Talgebiet kann ein kleinerer Betrieb, der aufgelöst wird, problemlos von einem grösseren übernommen werden. Im Berggebiet mit seinen steilen Hängen ist das schlicht und einfach nicht möglich. Es vergandet sehr viel Land. Seit 1984 sind 120 000 Hektaren Land regelrecht verwaldet. Ich weiss nicht, ob wir das weiterhin zulassen wollen oder ob man zu diesem Landwirtschaftsland Sorge tragen will. Wohnbauten in Landwirtschaftszonen sind ein Problem, wenn der Betrieb nicht mehr als landwirtschaftliches Gewerbe gilt. Zu guter Letzt liegt die Stärke der Schweiz in meinen Augen darin, dass wir klein gewachsen sind. Kleinbetriebe sind meines Erachtens sehr wichtig. 88 Prozent aller KMU-Betriebe in unserem Land haben weniger als zehn Mitarbeiter. Da frage ich mich, warum wir nicht auch kleine Landwirtschaftsbetriebe, die im Nebenerwerb betrieben werden, erhalten wollen. Stimmen Sie dieser Motion zu.

Le président. Ich werde die Rednerliste in etwa einer Minute schliessen.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Als erstes möchte ich meine Interessensbindung bekanntgeben. Ich bin Präsidentin der Kleinbauern-Vereinigung und engagiere mich auch national für eine vielfältige Landwirtschaft und politische Rahmenbedingungen, welche die kleineren – nicht Kleinst-! – Betriebe nicht benachteiligen.

Jetzt aber zur vorliegenden Motion: Wir haben heute schon sehr viel über Landwirtschaft gehört. Die SAK-Geschichte ist ein schwieriges Thema, wenn man nicht ein bisschen damit vertraut ist. Aber es geht hier um die Frage, ab welcher Grösse ein Bauernbetrieb als landwirtschaftliches Gewerbe gilt. Das wird – wir haben es gehört – mit den sogenannten SAK-Grenzen festgelegt. Die SAK, Standardarbeitskraft, ist ein theoretisches Mass, um diese Grösse zu definieren. Eine Milchkuh ergibt zum Beispiel mehr SAK als eine Mutterkuh. Eine Hektare Kartoffeln ergibt mehr SAK als eine Hektare Weizen. Das ist klar: Kartoffeln geben auch mehr zu tun als Weizen. Je nach Grösse, Kultur und Tieren kommt so jeder Bauernhof auf seine eigene SAK-Zahl. Das ist nicht nur für die Definition eines landwirtschaftlichen Gewerbes wesentlich, sondern dient auch als Grenze für den Bezug von Direktzahlungen. Das heisst, man muss für den Anspruch auf Direktzahlungen mindestens 0,2 SAK ausweisen. Um Investitionskredite zu erhalten, braucht man aber 1,0 SAK. Der Bund stellt den Kantonen frei, die Grenze der Grösse zur Definition eines Gewerbes selber zu bestimmen, respektive bis auf 0,6 SAK zu senken. Und noch einmal, Sämtu Leuenberger: 0,6 SAK sind kleinere und mittlere Betriebe und keine Kleinstbetriebe. Ich wehre mich gegen diese Aussage. Der vielfältige Agrarkanton Bern sollte zu seiner Vielfalt der Landwirtschaft Sorge tragen. Diese Vielfalt ist nämlich unsere Stärke. Der Strukturwandel, das heisst das Bauernhofsterben, geschieht leider sowieso. Schweizweit schliessen jährlich fast 1000 Bauernhöfe den Betrieb. Der Strukturwandel sollte aber nicht durch politische Rahmenbedingungen staatlich gefördert werden. Wir wissen alle, dass die Grösse eines Betriebs nichts über seine Wettbewerbsfähigkeit aussagt. Die «Wachse-oder-weiche-Ideologie» ist völlig veraltet. Die Idee, dass grösser – mehr Hektaren – besser ist, entspricht schon lange nicht mehr der Realität. Schweizer Landwirtschaft kann sich nicht über Menge und Preis abheben. Qualität, Wertschöpfung und Konsumentennähe sind wichtig. Und

diese werden auch von kleinen und mittleren Betrieben erbracht. Ich bitte Sie, diese Motion zu unterstützen und damit ein Zeichen für eine vielfältige Landwirtschaft und einen vielfältigen, lebendigen Agrarkanton Bern zu setzen.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC). Ce n'est pas étonnant finalement que cette motion provienne d'un député de la région de montagne. Une région où les conditions sont souvent difficiles, où on a plus de peine également à mécaniser et où la main-d'œuvre est plus demandée pour faire le même travail. Dans ces conditions-là, pour s'occuper d'une surface égale, il faut plus de temps et cela aussi provoque moins d'UMOS et de cette manière-là plus de difficultés. Dans ces conditions difficiles, il est important que finalement le travail soit fait. Si je pense simplement au tourisme, tourisme qui est surtout dans l'Oberland et qui a une part importante, c'est grâce aussi à l'investissement de toutes ces familles paysannes qui, sans compter leurs heures, travaillent pour l'entretien du paysage. Aussi longtemps que nous aurons des agriculteurs pour faire cela, cet environnement sera bien entretenu. Actuellement, c'est le cas et nous devons prendre soin de ces régions-là. Il n'a pas fallu attendre que l'on ait les UMOS pour qu'il y ait une adaptation des structures comme on l'a souvent entendu dans le ce milieu ici aujourd'hui. Je dirais plutôt que c'est la mécanisation qui a provoqué l'adaptation des structures. Cela fait déjà depuis 40, 50 ans que cette adaptation a eu lieu et les UMOS ne sont arrivées il n'y a qu'une quinzaine d'années. Donc la mécanisation a certainement une influence plus importante que ces UMOS. Il n'y a donc pas de raison de les baisser à 0,6. Je vous invite aussi à soutenir cette motion.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Ich habe als langjähriger Unternehmer mit diesen Bauern 35 Jahre lang Geschäfte betrieben. Hans-Jörg Pfister hat mir das Wort bereits gegeben, das ich hier noch sagen will. Wenn wir den kleinen und mittleren Betrieben in dieser SAK-Angelegenheit einen kleinen Vorteil geben, ist das ein volkswirtschaftlicher Nutzen, weil meistens auf diesen kleinen Betrieben grosse Familien wohnen. Sie leben mit drei, vier oder fünf Kindern alle zusammen in einer wunderschönen Landschaft und geniessen dort – ich habe das einmal an einer 1.-August-Rede gesagt – eine Familienlehre. Wer eine landwirtschaftliche Familienlehre gemacht hat – das muss ich Ihnen sagen (*l'orateur se tourne vers les rangs rose-vert*), denn es ist ein bisschen emotional –, der bezieht nie Sozialleistungen (*hilarité ça et là parmi les députés interpellés*), weil diese Kinder etwas lernen. Sie gehen später in eine Lehre und gründen Familien. Sie haben eine Grundvoraussetzung, damit sie wirklich gute Menschen werden. Wir haben in diesen Familien- und Kleinbetrieben immer noch etwas «z'wärche». (*Le président agite sa cloche.*) Das ist aus meiner Sicht eine ganz tolle Voraussetzung, weshalb wir die kleinen und mittleren Betriebe natürlich weiterhin behalten wollen. Der Strukturwandel geschieht ohnehin. Aber wenn Sie ein klein wenig helfen wollen, bitte ich Sie, die Motion anzunehmen.

Le président. Herr «SAK-Direktor», bitte, Sie haben das Wort.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Kommen wir wieder zur Sache – oder zur SAK – zurück. Die Standardarbeitskräfte, kurz SAK genannt, werden vom Bund festgelegt. Dies wurde vom Motionär dargestellt. Der Kanton ist für den Vollzug zuständig. Der Bund gibt den Kantonen einen gewissen Handlungsspielraum: die Kantone können mitbestimmen, in welchen Zonen die SAK wie festgelegt werden soll. Ich darf hier zuerst festhalten – dies kam für mich in der Diskussion etwas zu wenig zur Geltung –, dass der Kanton Bern als einer der wenigen Kantone diesen Handlungsspielraum bereits heute ausnutzt. Ich komme anschliessend noch darauf zu sprechen. Der Kanton Bern hat festgelegt, dass im Talbereich der SAK-Faktor 1,0 gilt. Im Hügel- und Berggebiet beträgt der SAK-Faktor bereits heute 0,75. Auch wenn man keine volle Arbeitskraft beschäftigen kann und 0,75 SAK zugesprochen hat, wird man in allen Teilen, die heute diskutiert wurden, als landwirtschaftliches Gewerbe berücksichtigt. Deshalb muss ich ehrlich sagen, werte Mitglieder des Grossen Rats, schoss für mich die Diskussion ein klein wenig am Ziel vorbei, wenn man so tat, als ginge es bei der Motion darum, kleine Bauern grundsätzlich zu unterstützen oder nicht. Wir haben im Kanton Bern bereits mit der heutigen Regelung ganz klar ein Zeichen zu Gunsten der kleinen Bauern gesetzt.

Ich sage noch einmal, was Herr Grossrat Leuenberger bereits gesagt hat: Worum es hier nicht geht – das kam aus meiner Sicht in der Diskussion auch zu kurz –, sind beispielsweise die Direktzahlungen. Deswegen hat mich zuvor die Diskussion ein bisschen gestört: man tat so, als würde mandie Kleinbauern «drücken» und hätte kein Herz für die kleinen Bauern mit fünf Kindern –

Christian Hadorn –, sollte man die Motion ablehnen. Bei den Direktzahlungen ist es so, dass man ab einer Grenze von 0,2 SAK bereits direktzahlungsberechtigt ist. Ich glaube, die Direktzahlungen sind eines der entscheidenden Instrumente, die zeigen, wie wir unsere Landwirtschaftspolitik betreiben. Wenn es um das kantonale Steuergesetz geht – auch das ist ein wichtiges Instrument –, gilt eine Grenze von 0,5 SAK bereits heute. Bei zwei wesentlichen Instrumenten – Direktzahlungen und Steuerberechtigungen – werden bereits heute mit oder ohne diese Motion die kleinen Bauern und die Kleinstbauern privilegiert behandelt. Jetzt geht es bei dieser Motion darum, ob wir auch in verschiedenen anderen Bereichen tiefer gehen wollen. Diese Bereiche wurden erwähnt. Ich nenne die aus meiner Sicht wesentlichen drei: der erste Bereich ist die Privilegierung beim Übertragen eines Landwirtschaftsbetriebs. Ich glaube, es ist gegenüber den Geschwistern gerecht, dass man sich gut überlegt, in welchem Fall der Übertragung eines Landwirtschaftsbetriebs dieser Betrieb als Gewerbe gelten soll und man diesen damit bei der Übertragung steuerlich privilegiert. Ich bin nicht sicher, ob wir etwas Gescheites machen, wenn wir generell für Tal-, Hügel- und Berggebiete bei der Übertragung eine SAK festlegen, die bereits ab 0,6 gilt.

Der zweite Bereich betrifft die Raumplanung und ich richte mich damit ein bisschen an die grüne Fraktion. Ich bin schon etwas erstaunt, dass die grüne Fraktion bei der Raumplanung befürwortet, im Tal-, wie im Hügel- und Berggebiet bis ganz tief hinunter zu einem Wert von 0,6 SAK ein Gewerbe als landwirtschaftliches Gewerbe anzuerkennen. Damit gelten dann im Raumplanungsrecht spezielle Privilegien, und man kann in den Streusiedlungen sehr viel mehr machen, als dies heute der Fall ist. Das sollte vor der Abstimmung noch einmal bedacht werden. Das dritte wichtige Element sind die tieferen Pachtzinsen. Es wurde gesagt, dass gewisse Regelungen bestehen, die festlegen, wann ein Gewerbe als solches gilt und wann nicht. Das ist aber auch in anderen Wirtschaftszweigen so. Es kann nicht einfach jemand ein Unternehmen gründen und machen, was er will. Auch dort muss er sich an gewisse Regeln halten. Ich glaube, gerade wenn es um tiefere Pachtzinsen geht, ist es auch gerechtfertigt anzuschauen, ab wann eine Tätigkeit als gewerblich oder beruflich einzustufen ist und wo die Grenze festgelegt wird. Deshalb komme ich zusammenfassend zur Einschätzung, dass wir bereits gute Regelungen haben, und es nicht darum geht, dass wir heute kein Herz für die kleinen Bauern haben.

Zu den Zahlen, die erwähnt wurden, möchte ich eine Präzisierung vornehmen. Über den ganzen Kanton betrachtet ist es schon so, dass es bei einer Senkung nur 5,3 Prozent mehr landwirtschaftliches Gewerbe gäbe. Aber eine Zahl ist mir wichtiger, werte Mitglieder des Grossen Rats: Wenn Sie die Motion Graber annehmen, dann rechnen Sie in der Talzone 10 Prozent der Gewerbe neu den landwirtschaftlichen Gewerben zu – 10 Prozent! Das ist eine wesentliche Veränderung. Ich habe Ihnen gesagt, ich würde am Schluss aufzeigen, wie es in den anderen Kantonen aussieht. Ich habe dazu eine Tabelle des Bundesamtes für Landwirtschaft. Ich erinnere noch einmal daran, wie wir es heute im Kanton Bern haben: 1,0 SAK in den Talgebieten und 0,75 SAK in den Hügel- und Berggebieten. Der Kanton Aargau hat überall 1,0 SAK; der Kanton Freiburg 1,0 SAK überall; der Kanton Graubünden 1,0 SAK überall; der Kanton Luzern 1,0 SAK im Tal und 0,8 SAK im Hügel- und Berggebiet; der Kanton St. Gallen 1,0 überall; der Kanton Waadtland 1,0 überall; der Kanton Wallis 1,0 überall; der Kanton Zürich 1,0 überall. Das sind die Kantone, die mit unserem Kanton vergleichbar sind. Sie sehen, dass wir mit der heutigen Regelung – 1,0 SAK im Talgebiet und 0,75 SAK im Hügel- und Berggebiet – bereits sehr, sehr weit gehen. Ich muss Ihnen sagen, dass es eine extreme Position des Kantons Bern im gesamten Konzept der Kantone wäre, wenn wir generell – und insbesondere im Talgebiet – die Grenze auf 0,6 SAK senken würden. Ich muss Ihnen entgegen dem, was in der Diskussion vorgebracht wurde, sagen: Nein, es geht nicht darum, den Strukturwandel seitens der Politik zu befeuern. Aber der Grosse Rat muss sich bei der Abstimmung über diese Motion sehr gut überlegen, ob er nicht den Strukturwandel staatlich verordnet und insbesondere im Talgebiet mit dieser Motion verhindern will. Ich bin überzeugt, dass mit einer solchen Verhinderung letztlich der Landwirtschaft kein guter Dienst erwiesen wird.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Wir haben es jetzt gehört. Der Regierungsrat hat noch einmal Ausführungen abgegeben. Dabei vergass er, die Kantone zu erwähnen, die kleinstrukturiert sind, wie wir im Kanton Bern: die Innerschweizer Kantone Glarus, Uri, Ob- und Nidwalden. Ebenfalls hat er erwähnt, 0,75 SAK wären kein ganzes landwirtschaftliches Gewerbe. Dazu muss ich Ihnen einfach sagen, dass dies bei den derzeitigen Berechnungen der SAK-Stunden 1930 Stunden ergibt, die jemand im Jahr in einem solchen Betrieb arbeitet. Wenn Sie die Normalarbeitszeiten eines gewöhnlichen Arbeiters anschauen, dann liegen wir mit dieser Zahl, glaube ich, noch etwas höher. Ich will nicht lange sprechen, aber ich möchte noch auf meinen Namensvetter Samuel Leuenberger

zurückkommen. Mir ist klar, Sämu, dass du gerne mal ein bisschen teurer verschreibst, und wenn wir schon gerade bei der SAK sind, dann hast du damit auch selber ein bisschen mehr «im SAK». Deine Äusserungen sind für mich eigentlich klar. Und erstaunlicherweise – das will ich auch noch sagen – hat gerade die BDP damals auf Antrag von Heinz Siegenthaler die SAK-Grenze im Kanton Bern von 0,8 auf 0,75 gesenkt. Das geschah auch in diesem Saal. Im Übrigen danke ich für die gute Debatte. Der eine oder andere hat vielleicht wieder einmal etwas über die SAK mitbekommen, und ich kann Ihnen vielleicht schon fast versprechen: ich werde Sie hier wahrscheinlich nie mehr mit einem SAK-Vorstoss belästigen. Danke, wenn Sie diesem Antrag zustimmen; wahrscheinlich ist es der letzte.

Le président. Der Regierungsrat möchte noch gerne eine Antwort abgeben.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ja, Herr Grossrat Graber, ich arbeite diese Pendenza der drei erwähnten Kantone gerne auf. Kanton Uri 1,0 SAK für Tal-, Hügel- und Berggebiet; Kanton Nidwalden 1,0 SAK für Tal-, Hügel- und Berggebiet; Kanton Glarus 1,0 SAK für Tal- und Hügelzone, 0,6 SAK in der Bergzone – einzig in der Bergzone!

Le président. Wir stimmen ab. Wer die «SAK-Motion» unterstützen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 69

Non 58

Abstentions 18

Le président. Sie haben die Motion angenommen.